

L'histoire du Canada et le problème de la narration

Claude Couture et Jean-François Cardin

Volume 51, numéro 4, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005368ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005368ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couture, C. & Cardin, J.-F. (1998). L'histoire du Canada et le problème de la narration. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(4), 549-577.
<https://doi.org/10.7202/005368ar>

L'HISTOIRE DU CANADA ET LE PROBLÈME DE LA NARRATION

CLAUDE COUTURE
University of Alberta

JEAN-FRANÇOIS CARDIN
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Notre participation à ce débat consistera simplement en une brève mise au point sur les raisons qui ont motivé nos choix quant à l'organisation spécifique de notre volume. Compte tenu des domaines de spécialisation d'enseignement des deux auteurs, ce projet a principalement été réalisé en fonction de programmes d'études canadiennes, de sciences sociales et d'éducation. C'est-à-dire qu'au fil des ans, ces programmes ont été des points de repère importants pour ce projet conçu initialement comme un manuel d'histoire. Par conséquent, s'est posé pour nous le défi d'écrire un livre d'histoire du Canada qui reflète des préoccupations multidisciplinaires et également le souci de tenir compte des nombreuses remises en question de l'histoire, à la fois comme concept et comme discipline, par différents courants de pensée associés depuis une vingtaine d'années au postmodernisme. Quelles sont ces remises en question?

On reproche principalement à l'histoire d'être l'un des trois grands piliers de la culture occidentale et, par conséquent, l'une de ses trois plus grandes illusions¹. La raison, la science et l'histoire reposent sur des notions comme la stabilité du langage, l'objectivité du savoir et l'autonomie individuelle qui sont contestées par les tenants du postmodernisme. Pour certains, tout langage implique un nombre infini de significations qui rend impossible l'énonciation de vérités absolues. Pour d'autres, chaque société a ses propres principes de vérité qui sont entièrement liés à la volonté de pouvoir. Dans cette perspective, la science, peu importe la discipline, est une pratique particulièrement idéologique parce que c'est sans doute la pratique discursive la plus solidement arrimée au pouvoir colonial occidental depuis trois siècles. Dans cette attaque tous azimuts contre

1. Pauline Rosenau, *Post-Modernism and the Social Sciences* (Princeton, Princeton University Press, 1992), 210 p.

la culture occidentale, le principe de la narration a été particulièrement ciblé et dénoncé comme une imposture, une forme de construction de la réalité servant des intérêts particuliers. Or même si les grandes narrations racontant la naissance légendaire des nations ont cédé la place au cours des dernières décennies à l'histoire sociale et culturelle, il n'en reste pas moins que ces courants de recherche reproduisent aussi le genre narratif. C'est donc la discipline même qui est remise en question par l'idée que toute représentation de la réalité historique est une construction, donc une fiction.

Quelles furent les réponses des historiens à ces critiques? Les traditionnalistes, toujours férus d'histoire événementielle, les ont dénoncées sur le plan politique et ignorées sur le plan intellectuel. Certains historiens sociaux, inspirés par l'École des Annales, les ont aussi ignorées et ont préféré continuer à se concentrer sur les grands ensembles économiques et sociaux. Au contraire, pour d'autres historiens sociaux, la remise en question des canons du monde occidental correspondait à la tendance déjà amorcée par les Annalistes à étudier les groupes démunis. De même, des historiennes féministes ont aussi trouvé beaucoup d'inspiration dans la critique épistémologique de la culture dominante². Enfin, une dernière tendance importante de l'histoire sociale, inspirée à la fois par la théorie de l'hégémonie culturelle d'Antonio Gramsci³, la théorie de l'aliénation développée par les intellectuels allemands de l'École de Francfort et la théorie de la distinction sociale du sociologue français Pierre Bourdieu, a par contre rejeté les tendances trop nihilistes du postmodernisme et elle a continué à contribuer au développement des études culturelles. Ces dernières furent aussi enrichies par l'apport de l'anthropologie «littéraire» de Clifford Geertz. Ainsi, au fil des dernières décennies, l'histoire sociale et ses grandes écoles, notamment les Annalistes et les théoriciens de la modernisation, céda une partie de son influence à l'histoire culturelle inspirée par la théorie littéraire et l'anthropologie.

Pour les historiennes Joyce Appleby, Lynn Hunt et Margaret Jacob⁴, on ne peut donc balayer du revers de la main plusieurs de ces idées associées au postmodernisme, notamment la remise en question de l'idée de progrès, la notion de vérité absolue et son corollaire, l'idée

2. Anne McClintock, *Imperial Leather. Race, Gender and Sexuality in the Colonial Context* (New York/London, Routledge, 1995), 449 p.

3. Peter Gran, *Beyond Eurocentrism. A New View of Modern World History* (Syracuse, Syracuse University Press, 1996), 440 p.

4. Joyce Appleby, Lynn Hunt, Margaret Jacob, *Telling the Truth About History* (New York/London, W. W. Norton, 1994), 315 p.

du «fait brut» (une idée en fait déjà contestée par les historiens progressistes des années 1930 Carl Becker et Charles Beard). Plusieurs de ces idées sont aussi au cœur de champs d'étude importants en histoire sociale (entendue ici bien sûr dans un sens qui déborde la seule influence de l'École des Annales).

Si certains courants de l'histoire sociale ont assez bien résisté aux tendances les plus nihilistes du postmodernisme, en montrant entre autres que le postmodernisme lui-même est une forme de méta-narration, la construction d'une narration reste un problème assez difficile à résoudre. Les nombreux champs d'investigation de l'histoire sociale ont beaucoup fragmenté les domaines de spécialisation de la recherche. Par ailleurs, dans le contexte nord-américain, la montée du multiculturalisme a favorisé l'histoire de groupes soumis à la domination culturelle d'autres groupes au moment de leur arrivée en Amérique du Nord. Par conséquent, sur quel principe peut-on en effet construire une méta-narration historique aujourd'hui?

En 1985, l'historien Thomas Bender écrivait: «les historiens sociaux craignent, légitimement, que les appels à la production de synthèses historiques balayent une nouvelle fois les différences et les cas d'oppression spécifique qu'ils ont fait ressortir⁵» (notre traduction). La solution proposée par Bender afin d'éviter la grandiloquence d'une narration fondée sur l'idée de la «nation-building» fut de faire ressortir dans une synthèse la contribution à la vie publique, définie dans un sens large, de groupes divers et très souvent en compétition les uns par rapport aux autres. Nous nous sommes inspirés de cette idée pour écrire notre *Histoire du Canada* et d'une idée comparable selon laquelle en fait les conflits sociaux peuvent paradoxalement favoriser la cohésion d'une société. En d'autres mots, ce qui tient lieu de principe d'unité est un principe qui en apparence favorise la fragmentation. Nous tenons cette idée du philosophe Marcel Gauchet⁶ qui choqua quelque peu le monde intellectuel français dans les années 1980 en développant cette thèse à l'effet que les sociétés démocratiques ne tirent pas leur cohésion d'un ensemble de valeurs communes mais au contraire d'interminables conflits. Cette idée du conflit comme facteur de cohésion sociale avait déjà été développée par le sociologue allemand Georg Simmel en 1908 (dans *Soziologie* traduit et publié en américain en 1955), par Max Gluckman dans une étude sur l'Afrique en 1955, par Lewis Coser en 1956 et par

5. Thomas Bender, «Making History Whole Again», *New York Times Book Review*, 6 (octobre 1985): 1.

6. Marcel Gauchet, «Tocqueville, l'Amérique et nous», *Libre*, 7 (1980): 116-117.

Albert O. Hirschman en 1958 et même plus récemment⁷. Ce dernier nuance quelque peu cette approche en précisant que si certains conflits, en fait la résolution autant que possible pacifique de certains conflits, accroissent la cohésion sociale, d'autres conflits n'entraînent que destruction et chaos.

Évidemment, la notion de conflit est liée à la notion d'opposition. Une opposition à quoi, nous demande-t-on? Prenons quelques exemples tirés de l'histoire du Canada. L'opposition des Autochtones à l'invasion de leur territoire, au non-respect des traités pourtant signés par les Européens, l'opposition des femmes au patriarcat, l'opposition des ouvriers à des conditions de travail inacceptables, l'opposition des Patriotes au refus de la *gentry* britannique d'accorder le gouvernement responsable, l'opposition des immigrants à un traitement de seconde classe etc. Le Canada n'existe comme société que par la pression constante de ces différentes dimensions et l'absence de solution permanente. C'est donc autour de ces notions que nous avons construit notre manuel. D'une part, l'objectif même de vouloir écrire un tel ouvrage implique un refus des excès du postmodernisme. Le fait de ne pas avoir de points de repère absolus quant à la vérité ne veut pas dire que l'on doive abandonner nécessairement la recherche de toute compréhension ou interprétation des phénomènes. D'autre part, à l'instar de Thomas Bender ou des historiennes Joyce Appleby, Lynn Hunt et Margaret Jacob, nous reconnaissons qu'il est indispensable d'au moins tenter de renouveler les procédés de narration, dans la mesure où les méta-narrations fondées sur les idées de progrès et de «nation-building» n'ont plus guère de crédibilité. C'est pourquoi nous avons divisé le manuel principalement en fonction de ces lignes de conflit et selon une double perspective, l'une nationale et l'autre régionale. Nous pensons en effet que le découpage en provinces d'une partie substantielle de l'espace canadien est un facteur fondamental de production d'identités au Canada, un facteur parfois même plus important que la dimension nationale.

C'est cette structure qui déplaît à nos critiques. Notons qu'on nous reproche essentiellement, d'un côté, de ne pas avoir structuré notre ouvrage de façon classique. De l'autre, on nous cloue au pilori pour ne pas favoriser «l'unité nationale» (un domaine que nous avons cru abandonné par les historiens depuis la révolution épistémologique de l'École des Annales mais que les traditionalistes semblent vouloir maintenir coûte

7. Albert O. Hirschman, *A Propensity to Self-Subversion* (Cambridge, Harvard University Press, 1995), 262 p.

que coûte). En somme, selon Michèle Dagenais, un ouvrage est structuré de façon «classique» si l'étudiant n'a pas à relire certaines sections de la première partie lorsqu'il aborde la seconde partie. Le problème est que même un manuel d'histoire structuré de façon linéaire, donc «classique», est rarement **lu de façon linéaire** par les étudiants, voire même par les professeurs. Les manuels sont «travaillés» par les étudiants (et les professeurs), découpés, déconstruits, reconstruits, bref le matériau historique est justement trituré jusqu'à ce que chacun arrive à un certain bagage d'informations et à une vision ou interprétation de ce matériau historique. Nous pensons au contraire de Michèle Dagenais qu'une structure non linéaire ne change pas fondamentalement ce niveau de complexité de l'acte de lire un ouvrage d'histoire du Canada.

En ce qui concerne le problème de l'unité nationale, signalons la parution récente d'un ouvrage de J. L. Granatstein intitulé *Who Killed Canadian History?*⁸. Dans cet ouvrage, le professeur Granatstein identifie les responsables de la mort de l'histoire canadienne: les historiens sociaux (toutes écoles confondues), les ministères de l'Éducation, les groupes ethniques qui appuient le multiculturalisme, incidemment un facteur clé de la fragmentation de l'identité et de l'histoire canadienne selon Granatstein, enfin les médias. Les grandes narrations faisant ressortir les faits bruts de l'histoire héroïque du Canada n'existent plus... sauf dans les travaux des quelques «grands» historiens encore actifs, c'est-à-dire l'auteur J. L. Granatstein lui-même, Desmond Morton, Michael Bliss et quelques autres. Soit dit en passant, aucune historienne n'est mentionnée. Hormis cette lacune, nous pensons que c'est un livre qui devrait normalement beaucoup plaire à Béatrice Craig puisqu'il est clair que Granatstein cherche à discréditer au nom de «l'unité nationale» un courant historiographique et épistémologique qu'il n'a jamais étudié.

8. J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?* (New York, Harper Collins, 1998), 149 p.